

*Réponse à la consultation publique «
Décision relative à la mise en place d'une
collecte annuelle de données
environnementales »*

Réponse du SECIMAVI – septembre 2023

Introduction

Le SECIMAVI (Syndicat des Entreprises de Commerce International de Matériel Audio, Vidéo et Informatique) remercie l'Autorité de lui donner l'occasion de partager les retours de ses adhérents, fabricants et importateurs de matériels de réception audiovisuelle sur le projet de décision mis en consultation publique.

Le SECIMAVI représente plus de 30 entreprises et marques de l'audiovisuel et de l'informatique, grands groupes internationaux et PME, commercialisant des marques à forte notoriété de terminaux mobiles, tablettes, ordinateurs portables, écrans d'ordinateurs et TV. Le **SECIMAVI** représente un chiffre d'affaires de **12 milliards d'euros et 16 300 emplois directs**.

Notre syndicat et ses adhérents sont impliqués de longue date dans les travaux relatifs à la mesure et la réduction de l'empreinte environnementale du numérique et de leurs activités.

A ce titre, nous avons participé à la consultation publique relative à la précédente Décision de l'ARCEP et facilité les échanges entre l'Autorité et les fabricants de terminaux. Ces derniers se sont de leur côté conformés à leurs obligations et déployé leurs meilleurs efforts pour répondre aux attentes de l'Autorité. Nous souhaitons poursuivre ce dialogue constructif, via la présente réponse à la consultation publique mais aussi au travers de rendez-vous réguliers avec les services de l'Autorité.

Cependant, l'exercice précédent a permis de mettre en lumière un certain nombre de problématiques opérationnelles qui demandent d'être adressées. Aussi, nous regrettons que le présent projet de décision soit soumis à consultation avant même qu'une évaluation de la précédente collecte n'ait été réalisée, afin de faciliter les échanges et améliorer l'efficacité globale de l'exercice.

En effet, un certain nombre de problématiques que nous avons anticipées et soulignées lors de notre précédente réponse se sont traduites opérationnellement. Elles ont pu nuire à la fluidité et la qualité du processus global, générant un surplus de travail non anticipé, tant pour les services de l'Autorité que pour les équipes des fabricants. Ainsi, nos adhérents estiment que les échanges avec les services de l'Autorité postérieurs à la transmission des données- afin d'avoir des précisions sur les données partagées ou les méthodologies de calcul employées- ont généré une charge de travail supplémentaire de 5 jours homme minimum par fabricant. Globalement, pour l'ensemble des entreprises que nous représentons, cela représente une charge de travail supplémentaire de plus d'un mois.

Compte tenu de leur volonté d'accompagner l'Autorité dans cet exercice, cette charge de travail supplémentaire et les coûts associés ont été supportés par les acteurs pour cet exercice.

Comme nous l'indiquions dans notre précédente réponse, le **calendrier de collecte** a constitué la première de ces problématiques. Les fabricants de terminaux sont des entreprises internationales dont les sièges sont souvent situés à l'étranger et dont les exercices fiscaux- et donc de publication des données financières comme environnementales consolidées- ne sont pas nécessairement calés sur les années calendaires. Certains exercices fiscaux se

terminent en mars de chaque année par exemple. Or le recueil de certaines données (émissions de GES par ex) nécessite un échange avec les sièges et les usines sur la base des données consolidées. Par conséquent, la date du 31 mars est excessivement précoce dans certains cas. Il faut aussi souligner que ce calendrier coïncide avec celui des déclarations REP auxquelles nos adhérents sont soumis et qui mobilisent généralement les mêmes ressources en interne. Cela se traduit par une forte tension sur les ressources internes.

De plus, dans la mesure où les données collectées sont demandées sur l'année calendaire, des exercices de recalcul des données peuvent être nécessaires, engendrant un travail supplémentaire.

Par conséquent, **nous souhaitons que le délai imparti de recueil des données soit revu et reporté** à fin juin afin de laisser plus de temps à la collecte et au recalcul des données.

Afin de fluidifier les échanges avec les usines, qui sont nécessairement impliquées dans cet exercice de collecte, et assurer une compréhension uniforme des données demandées comme des méthodologies, nous souhaitons que l'ensemble des documents publiés par l'Autorité (tableurs et notices) soient **systématiquement traduits en anglais**.

Dans le cadre de la nouvelle décision, nous appelons l'Autorité à mettre à disposition un tableur type et les notices associées à disposition, en français et en anglais, d'ici la fin d'année 2023. Ceci afin que l'ensemble des acteurs se mette en capacité de communiquer ces données dès qu'elles seront disponibles, et au 30 juin de l'année suivante dernier délai.

S'agissant de ce masque de document, nos adhérents nous ont remonté des problèmes au téléversement des fichiers dès lors qu'ils avaient été modifiés. Le format proposé lors de la collecte précédente a en effet posé problème qui ont dû ressaisir les données ou les transmettre par mail plutôt que via la plateforme. L'impossibilité de téléverser des documents dont le format de cellule avait été modifié a été particulièrement souligné par nos adhérents. Par conséquent, la mise à disposition et le téléversement d'un fichier csv semble souhaitable.

Par ailleurs, les fabricants membres du SECIMAVI ont tous été sollicités à plusieurs reprises par les services de l'ARCEP afin d'apporter des précisions sur certaines données communiquées. Ceci se comprend dans le cadre d'un exercice initial et d'un domaine nouvellement intégré au périmètre de compétences de l'Autorité. Toutefois, cela a induit un travail supplémentaire non anticipé initialement de la part des équipes d'experts des fabricants, tant en France qu'à l'étranger. Aussi, nous appelons l'Autorité d'une part à préciser au mieux les attentes dès le départ, via la notice fournie notamment, et d'autre part à solliciter les organisations représentatives telles que le SECIMAVI pour tout complément d'information, en particulier concernant les tendances ou l'organisation du marché. Notre syndicat entretient en effet un dialogue régulier avec ses adhérents sur de nombreux sujets et est à même de répondre à certaines de ces questions.

S'agissant des données collectées, nous réitérons notre demande d'utiliser, autant que de possible, les sources et bases existantes afin **d'éviter de dupliquer les exercices de collecte**. En particulier, les données disponibles auprès des éco-organismes peuvent être utilisées pour évaluer les volumes de mises sur le marché de produit tandis que la base EPREL constitue la référence européenne concernant la consommation électrique de certains terminaux. Nombre de fabricants se sont eux-mêmes reposés sur ces données pour communiquer leurs indicateurs à l'ARCEP.

Le recueil de l'information relative au nombre de terminaux en cours d'utilisation a constitué une problématique majeure. Comme nous l'indiquions précédemment, les fabricants ne disposent ni de cette information ni des moyens d'en disposer, d'une manière qui permettrait d'évaluer leur parc installé global. Pour ce qui concerne les téléviseurs par exemple, d'une part, si le parc de TV connectées (smart TV) est en progression constante, une portion significative du parc actuel n'est pas connectable. D'autre part, une proportion importante de TV connectées ne sont pas reliées directement à internet mais par le biais d'autres terminaux, en particulier les box opérateurs. Enfin, collecter ce type de données nécessiterait probablement le consentement préalable de chaque utilisateur pour éviter toute infraction au RGPD. La situation est similaire pour les autres types de terminaux (ordinateurs, tablettes et smartphones). Aussi, les fabricants ne collectent pas cette information de manière automatisée à ce jour.

S'agissant de la durée d'utilisation, faute de données disponibles, nombre de fabricants ont procédé à des estimations sur la base de données publiques, en particulier les données d'écoute quotidienne publiées par divers acteurs publics ou privés (ARCOM, CNC, Mediametrie). Il n'existe, à notre connaissance, pas d'autre donnée ou méthodologie alternative. Il faut aussi relever que ces estimations n'intègrent pas les données d'usages des services « Over the Top ».

Par conséquent, nous réitérons notre suggestion de collecter l'ensemble de ces informations (parc installé en cours d'utilisation et durée totale d'utilisation) par le biais d'enquêtes ou d'études commanditées par l'ARCEP auprès d'institut d'études compétents sur ces marchés.

Il faut aussi souligner que les fabricants sont dépendants de leurs fournisseurs concernant certaines des données demandées. En particulier, les volumes de métaux précieux et terres rares utilisés pour la fabrication comme les émissions de gaz à effet de serre sont généralement des données issues des reporting de ces fournisseurs. Par conséquent, les données communiquées à l'Autorité dépendent de la disponibilité de ces données auprès de ces fournisseurs. Par ailleurs, compte tenu de la diversité des pratiques de ces fournisseurs, les méthodologies de calcul utilisées par les fabricants varient d'un opérateur à un autre.

Les fabricants de téléviseurs membres du SECIMAVI ont par ailleurs constaté que les seuils de tailles d'écrans proposés (33, 53, 59 et 70 pouces) ne correspondent pas nécessairement à des standards de marché communément utilisés. Aussi, nous proposons soit de regrouper l'ensemble des catégories pour fournir des valeurs de volumes de ventes et consommation électrique moyenne globalisées soit de reprendre les catégories de tailles d'écrans utilisées par les Eco-organismes, ce qui permettrait de collecter par la même occasion de nombreuses informations utiles à la mesure de l'impact environnemental des activités des fabricants.

S'agissant particulièrement des terres rares et métaux précieux, il convient de souligner que les données communiquées l'ont ici encore été sur la base d'estimations. Ceci s'explique en premier lieu par la faiblesse des quantités utilisées par terminal. De plus, dans la mesure où la déclaration de ces données n'est obligatoire qu'en France, la traçabilité au niveau des activités mondiales commence tout juste à se mettre en place. Il faut noter à cet égard que le futur Règlement pour des produits durables (dit « ESPR ») en cours de discussion au niveau européen pourrait constituer un élément clé pour collecter systématiquement des données telles que les volumes de mise sur le marché.

Certains adhérents du SECIMAVI souhaitent que la définition des « écrans d'ordinateurs » soit précisée, notamment afin de préciser si cette catégorie inclut les moniteurs autres qu'informatiques, en particulier les écrans d'affichage professionnels (digital signage).

Concernant les données relatives aux **ordinateurs fixes** que l'Autorité propose d'ajouter à la prochaine vague de collecte, le SECIMAVI souhaite que seules des données globales et moyennes soient demandées aux acteurs. En effet, les ressources nécessaires à fournir ces informations sont disproportionnées au regard des volumes de ventes annuelles, et dans la mesure où les terminaux mobiles prennent une part de plus en plus importante dans les ventes annuelles.

De plus, le choix retenu par l'Autorité de segmenter ces informations par catégorie de puissance électrique pose question car cette information n'est pas une donnée de référence du marché. Pour peu que cette information puisse être collectée, elle nécessitera un travail supplémentaire important de retraitement. Alternativement, les définitions retenues dans le cadre du Règlement Ecoconception « Ordinateurs et serveurs informatiques »¹ pourraient être retenues ; ceci d'autant qu'elles permettront de déterminer quelles catégories d'ordinateurs fixes sont couverts par l'exercice de collecte parmi les suivants : ordinateurs de bureau, ordinateurs de bureau intégrés, client léger de bureau, station de travail.

Le SECIMAVI et ses adhérents espèrent que ces quelques remarques participeront au processus d'amélioration de l'exercice de collecte et d'analyse des données environnementales auprès des fabricants de terminaux entrepris par l'ARCEP en 2022. Nous nous tenons naturellement à la disposition de l'Autorité pour poursuivre nos échanges et contribuer utilement à mieux mesurer l'impact environnemental de nos activités.

Aussi, nous sollicitons une audition auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais afin de poursuivre au plus vite ces échanges en vue de perfectionner le processus de collecte, au bénéfice de toutes les parties et afin que ce travail essentiel mené par l'ARCEP puisse alimenter utilement la réflexion publique.

¹ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:32013R0617#d1e380-13-1>